

Nouvelles locales des lundi 11 et mardi 12 août 2014

@rib News, 12/08/2014 | Politique - Certains partis politiques de l'opposition dans la province de Cibitoke se lamentent de la distribution des cartes nationales d'identité qui se fait dans la permanence provinciale de ce parti et laquelle distribution est faite même à des personnes mineures et aux étrangers. Selon le représentant provincial du MSD à Cibitoke, cela constitue une fraude aux élections de 2015 que le parti au pouvoir est en train d'organiser. Selon les autorités administratives de cette commune, il s'agit des rumeurs qui sont propagées par des personnes mal intentionnées. Kadeyi Lucadie fait savoir que cette carte nationale d'identité est en train d'être distribuée aux majeures et qui sont des burundais et que cette distribution est faite par des agents qualifiés et non les autorités administratives. [isanganiro/rtr]

- Alors que les partis politiques se lamentent de la distribution de la carte nationale d'identité des mineurs par le parti au pouvoir, la CENI trouve que cela peut constituer une faute de la part des autorités administratives si cela s'avère vrai. Le porte-parole de cette commission trouve par ailleurs que les autorités doivent être vigilantes pour ne pas tomber dans le piège des politiciens. Selon Prosper Ntahorwamiye, la carte nationale d'identité doit être distribuée à tout Burundais âgé de plus de seize ans alors que ceux qui sont autorisés à voter sont ceux âgés de dix huit ans. Ainsi, il estime que si tel n'est pas le cas, les autorités doivent prendre conscience et faire disparaître ce phénomène dans meilleurs délais. [isanganiro/rtnb/bonesha/rpa]

- Alors que la collecte d'une somme de 500Fbu par ménage fait polémique dans la plupart des ménages de certains coins de ce pays, certaines populations des provinces de Muyinga et Karusi se disent inquiets de cette collecte du moment qu'elle est faite par des responsables collinaires accompagnés des jeunes Imbonerakure. En effet, ils trouvent que cette somme devrait être collectée dans les permanences du parti concerné et que les non concernés devraient être épargnés de l'opération. Ils font savoir que l'objectif des fonds diffère selon les personnes puis que certains leur disent qu'il s'agit des fonds pour célébrer la victoire du CNDD-FDD après les élections de 2015 alors que d'autres leur disent qu'il s'agit des fonds pour préparer les élections de habitants ajoutent que ceux qui ne paient pas cette somme sont intimidés quant à leur sort. Ils demandent aux autorités administratives de prendre cette question en mains et de prendre des mesures conséquentes afin qu'ils soient libérés de cette colonisation du parti CNDD-FDD. [isanganiro/rpa/bonesha]

- Le parti Sahwanya-Frodebu se dit contre cette pratique du parti CNDD-FDD de collecter une somme de 500FBU par ménage qui est en train d'être opérée par certains responsables de ce parti dans certains coins du Burundi. Selon le porte-parole de ce parti, il s'agit d'une attitude qui ne vise qu'à spolier les Burundais de leur argent du moment que même les membres des autres partis politiques et même ceux non alignés sont concernés par cette collecte. Fenias Nigaba trouve que le parti au pouvoir a dû trouver un moyen de tricher à l'avance sur les élections de 2015. Il trouve en outre que cette pratique est à combattre et que les autorités administratives de ce pays doivent investir davantage afin de stopper cette opération si du moins elles sont convaincues de la suite à lui réserver. [isanganiro/bonesha/rpa]

- L'ADC-ikibiri condamne avec la plus grande énergie la collecte d'une somme de 500Fbu par ménage par les membres du parti au pouvoir. Selon le président de cette coalition il est inconcevable qu'un seul parti politique se donne le droit de collecter des impôts et taxes alors que cette tâche est exclusivement réservée à l'Etat. L'once Ngendakumana assimile en effet ces cotisations aux impôts et taxes puisqu'elles sont obligatoires. Il trouve par ailleurs que le gouvernement ne cesse d'affirmer que les fonds qui serviront dans les élections ne manquent pas et estime ainsi que le parti au pouvoir ou le gouvernement n'a pas de raison de collecter ces fonds. [bonesha]

- Le parti CNDD-FDD annonce qu'il n'est pas en train de collecter des cotisations par force au sein de la population burundaise. Selon le porte-parole de ce parti présidentiel, ils ont seulement demandé aux militants et amis de ce parti de donner leurs contributions et la manière de les donner est de les déposer à la permanence à n'importe quel niveau. Onésime Nduwimana ajoute aussi que ces cotisations sont données selon la volonté des concernés et que personne n'a été envoyé dans les ménages pour les collecter. Ajoutons que dans la province de Bubanza, le gouverneur a décidé ce lundi de suspendre cet travail qui devient de plus en plus polémique. [isanganiro/bonesha/rpa/rtnb/rtr]

- Les insignes se trouvant sur la permanence du parti MSD dans le site de Buterere de la commune Buterere en mairie de Bujumbura ont été abimés par des personnes inconnues la nuit de samedi à dimanche. De même, un drapeau de ce parti a été volé à cette même permanence. Le représentant du parti MSD dans cette commune accuse les membres du parti au pouvoir et plus particulièrement les Imbonerakure d'avoir posé cet acte ignoble caractéristique de l'intolérance politique. Ainsi, il demande que les présumés auteurs de cet acte soient punis et que le respect des insignes des autres partis politiques soit de mise. Il demande également la restitution de ce drapeau du MSD tout en promettant qu'ils ne vont pas accepter qu'un drapeau de ce parti disparaisse comme si de rien n'était. [isanganiro/rtr/rpa]

- Le ministre de l'intérieur demande aux autorités administratives de ce pays à différents niveaux de ne plus répondre aux invitations de participation dans des réunions organisées par la société civile burundaise. Edouard Nduwimana accuse ces organisations de la société civile de travailler comme des partis politiques. Pourtant, le président du FOCODE fait savoir que ces propos du ministre Nduwimana sont détonnants.

Pacifique Nininahazwe trouve que ces deux types d'association sont tout à fait différents du moment que les organisations de la société civile ne cherchent pas la conquête du pouvoir mais plutôt la bonne gouvernance, alors que les partis politiques sont animés par un désir ardent d'occuper des fonctions politiques. [isanganiro/bonesha/rpa/rtnb/rtr]

| Diplomatie - La Hollande se dit inquiète de la situation socio-économique qui prévaut au Burundi à moins d'une année de la tenue des élections de 2015. Lors d'une réunion tenue à l'université de Ngozi entre le représentant du pays au Burundi avec les autorités rectorales, les enseignants et les étudiants de cette institution universitaire, le représentant de ce royaume a estimé que la justice n'est pas du tout libre dans ses actions et qu'une confiance est de plus en plus de mise dans le pays, ce qui causera sans doute un désagrément dans la préparation des élections de 2015. La même représentation demande ainsi aux autorités politiques et administratives du Burundi de mettre fin à cette situation afin que les élections de 2015 soient des plus crédibles. [isanganiro/rtr/bonesha/rpa] | Santé - Deux

personnes ont tuées sur la colline de la commune Bukinanyana en province de Cibitoke la nuit de ce dimanche à lundi. Selon des sources sur place, il était vers 1h du matin que des personnes armées se sont introduites dans des ménages de cette colline et ont commencé à piller des biens de différentes sortes. Arrivés chez le père du chef de cabinet au service national de renseignement (Gervais Ndirakobuca dit Ndakugarika), ils ont tué ce vieux aide d'une balle dans la tête. La police indique qu'une des personnes qui ont mené cette attaque a été arrêtée. Anselme Ntahondereye avoue ce qui lui est reproché et la nuit de ce lundi, il a été condamné à 20 ans de prison par le tribunal de grande instance de Cibitoke. [isanganiro/bonesha/rpa] - Sociétés - Selon des experts en justice transitionnelle, les membres de la CVR doivent être plus conformément aux critères de moralité, de considérations ethniques et de genre tels que définis par les accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi. Merius Rusumo estime qu'une commission telle que mise en place par les membres du seul parti au pouvoir ne peut pas établir la vérité combien importante sur ce qui s'est passé au Burundi. Ainsi, il constate que cette commission qui serait mise en place dans ces conditions, peut ne pas être bénéfique pour tous surtout que la communauté internationale peut être réticente pour bloquer des fonds qui seront utilisés dans un processus dont les résultats ne seront pas durables et crédibles. Il constate par ailleurs que le retard dans la mise en place de cette commission conformément aux accords signés entre Burundais peut prôner un manque de volonté de la part des autorités du pays à affronter la vérité sur ce qui s'est passé. Il demande ainsi à toute personne qui le peut de tout faire pour que cette commission soit véritablement une commission de vérité et de réconciliation entre les Burundais. [isanganiro/rtr] - Démolition ce vendredi de l'orphelinat trouvant sur la colline Businde de la commune Gahombo en province de Kayanza. Cet orphelinat avait été construit par la prophétesse Euzébie Ngendakumana en matériaux durables pour une somme avoisinant les 100 millions de francs. Selon des sources sur place, une quarantaine d'ouvriers venus du chef lieu de la province Kayanza en compagnie du gouverneur de cette même province se sont rendus à cet endroit et ont tout démolit sans en fournir une explication quant au motif de cet acte. La population s'est étonnée de ce comportement vis à vis des bâtiments qui pouvaient servir à autre chose comme les écoles ou des centres de santé tant donné que la population de cette localité parcourt plus de 10km pour arriver à un centre de santé. Le gouverneur de cette province qui était présent dans ces travaux n'a pas voulu s'exprimer ; mais d'autres sources font savoir que même les autorités administratives et policières de cette province de Kayanza n'étaient pas au courant de cette opération. Ainsi, elle trouve que cette destruction est l'œuvre du seul gouverneur de la province de Kayanza. [isanganiro/rtr]